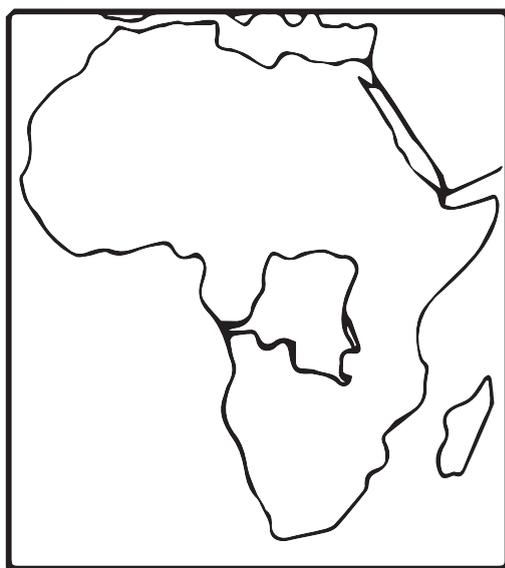


Max Michel

# Refonder l'État au Congo-Kinshasa

Pour stabiliser une nation à la dérive



---

Préface de Peter John Kiowa

L'Harmattan





# Refonder l'État au Congo-Kinshasa

Pour stabiliser une nation à la dérive

## Collection « Études africaines »

*dirigée par Denis Pryn et son équipe*

Forte de plus de mille titres publiés à ce jour, la collection « Études africaines » fait peau neuve. Elle présentera toujours les essais généraux qui ont fait son succès, mais se déclinera désormais également par séries thématiques : droit, économie, politique, sociologie, etc.

### Dernières parutions

EKANZA Simon-Pierre, *Le royaume du Moronou, Côte d'Ivoire, Une symphonie inachevée*, 2016.

MUSHIPU MBOMBO (Dieudonné), *La théologie africaine. Le feu vert de Rome : une herméneutique des déclarations des souverains pontifes d'après le Concile Vatican II*, 2016.

PONDI (Jean Emmanuel) (dir.), *Citoyenneté et pouvoir politique en Afrique centrale. Etat des lieux, défis et perspectives*, 2016/

BARRY (Mamadou Gando), *L'insertion des diplômés en Guinée : processus et contraintes*, 2016.

LOUA (Seydou), *Quelle efficacité pour l'enseignement supérieur au Mali ?*, 2016.

TOUNG NZUE (Jérôme), *Précarité et replis identitaires au Gabon*, 2016.

KAZIENDE (Léopold), *Samafou, Fragments biographiques de la vie de Boubou Hama*, 2016.

BODO (Bidy Cyprien), COULIBALY (Moussa), KAMAGATE (Bassidiki) (dir.), *Les écritures de l'horreur en littératures africaines*, 2016.

VAUDELIN (Pierre), *Afriqueéconomie, Entre défis urbains et émergence économique*, 2016.

BARBET (Clotilde), *Les rébellions touarègues au Nord-Mali*, 2016.

AMBOULOU (Hygin Didace), *Le droit des investissements et l'analyse économique de l'espace OHADA*, 2016.

SOHI BLESSON (Florent), *Sur les traces du premier administrateur colonial du Haut-Cavally (Côte d'Ivoire), Laurent Charles Joseph (1877-1915)*, 2016.

DAMIBA (François-Xavier), *Les Moosé du Burkina Faso*, 2016.

ADAMA (Hamadou) (dir), *Patrimoine et sources de l'histoire du Nord-Cameroun*, 2016.

Max Michel

Refonder l'État au Congo-Kinshasa  
Pour stabiliser une nation à la dérive

*Préface de Peter John Kiowa*

L'Harmattan

**© L'Harmattan, 2016**  
**5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris**

<http://www.harmattan.fr>  
[diffusion.harmattan@wanadoo.fr](mailto:diffusion.harmattan@wanadoo.fr)  
[harmattan1@wanadoo.fr](mailto:harmattan1@wanadoo.fr)

ISBN : 978-2-343-05795-8  
EAN : 9782343057958

*Pour Yoli, Ludo, Timko et Isaline-Tiffany,*

*Pour Titine.*



*« Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous ;  
mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre  
pays. »*

John Fitzgerald Kennedy  
35<sup>ème</sup> président des Etats-Unis d'Amérique  
Discours d'investiture  
Washington, le 20 janvier 1961



## PREFACE

### RETROUVER LE COURAGE DE CHANGER DE MODELE APRES L'ECHEC DES SOLUTIONS TRADITIONNELLES

Par Peter John Kiowa<sup>1</sup>

C'est la principale préconisation que Max MICHEL fait aux Congolais dans ce livre écrit avec beaucoup de sagesse, après avoir réfléchi à la véritable situation du Congo avec tout le recul nécessaire. Dans ce livre aux accents « patriotiques », Max MICHEL commence par identifier l'obstacle principal au développement du Congo et à la prospérité des Congolais. Cet obstacle s'appelle *la banqueroute de l'Etat* ou *l'Etat fantôme*. Max MICHEL identifie l'auteur de la faillite de l'Etat et détermine l'époque de sa liquidation.

Après ce sombre diagnostic, Max MICHEL propose d'appliquer au mastodonte appelé Congo, un remède de cheval :

- Premier changement de modèle. Après avoir constaté l'échec des systèmes traditionnels comme la *Centralisation* (Deuxième République), la *Décentralisation* (Troisième République) et une *Fédération inavouée* (Première République à partir de 1963), Max MICHEL appelle au changement de modèle d'organisation pour refonder l'Etat au Congo. Max MICHEL préconise l'adoption de la *Subsidiarité* comme en Allemagne et en Suisse ainsi que la mise en place de ce qu'il appelle la *Territorialisation*.

- Deuxième changement de modèle. Après avoir constaté que l'Etat fantôme au Congo cache en réalité un problème plus grave encore, la faute des hommes, Max MICHEL préconise de confier la direction des affaires du pays à l'élite congolaise et de mettre en place ce qu'il appelle une « *République de l'homme ou de la femme qu'il faut à la place qu'il faut.* »

- Troisième changement de modèle. Après avoir constaté la résurgence du tribalisme, de l'ethnisme, du provincialisme et de l'esprit partisan, résurgence exacerbée par la Constitution de 2006 (dite de la Troisième République), Max MICHEL préconise un système politique qui évite les pièges ethniques, linguistiques, religieux et partisans, un système politique qui rétablit l'équilibre provincial et territorial dans tous les organes du pouvoir à Kinshasa et dans toutes les institutions nationales.

- Quatrième changement de modèle. Après avoir constaté que l'effondrement de l'Etat au Congo est la conséquence négative de l'effondrement des transports, Max MICHEL préconise une organisation des transports en rupture avec le mode de pensée du passé (préférence à la route ; transit par des ports étrangers), un système de transport qui utilise les

---

<sup>1</sup> Peter John Kiowa est professeur d'université.

avantages comparatifs de chaque mode de transport et qui relève le défi de la *Voie Nationale* qui part et aboutit au port en eaux profondes de Banana (en projet).

- Cinquième changement de modèle. « *Un pays sans aucune défense dissuasive est la victime, un jour ou l'autre, de ses voisins* » rappelle Max MICHEL. Le Congo vient d'en faire l'amère expérience. Max MICHEL recommande avec force et insistance au Congo de renouer avec les Etats-Unis d'Amérique des relations basées sur la loyauté sous forme de *Partenariat stratégique* en matière militaire et de défense.

- Sixième changement de modèle. Le monde a changé de langue universelle en 1918. La langue de Shakespeare a remplacé la langue de Molière. Max MICHEL recommande au Congo d'avoir deux langues officielles et de travail, d'ajouter l'anglais au français, pour donner plus d'atouts aux Congolais dans un monde globalisé.

- Septième changement de modèle. Après avoir constaté un autre obstacle majeur au développement du Congo, « *le défaut de main d'œuvre qualifiée et hautement qualifiée* », Max MICHEL préconise d'accorder aux Congolais d'origine qui prennent une nationalité étrangère (diaspora congolaise) la double nationalité afin de les faire revenir au pays et de tirer profit de leurs hautes compétences.

- Huitième changement de modèle. Après avoir constaté que le drapeau actuel du Congo ne représente que de façon partielle et partielle l'histoire du Congo, Max MICHEL préconise un nouveau drapeau qui représente avec force toute l'histoire du Congo.

- Neuvième et dernier changement de modèle. La ville de Kinshasa a deux fonctions. C'est un Centre administratif et politique national doublé d'un Centre d'Affaires. Kinshasa, c'est à la fois « le Washington D.C. » et « le New York » congolais. Mais l'ancienne ville de Kinshasa n'a plus le confort d'une capitale. Kinshasa n'est plus en mesure de loger convenablement et en toute sécurité le gouvernement, les institutions nationales, les représentations étrangères (Ambassades, légations) et les éventuelles institutions internationales. Max MICHEL préconise de bâtir une véritable vitrine nationale, une ville nouvelle dédiée à l'Administration nationale à Kinshasa/Nsele.

Conçu par un passionné de géopolitique de l'Afrique médiane notamment celle du Congo ex-Zaïre, ce livre tente d'en comprendre les données afin d'informer les élites congolaises et d'éclairer les actes des dirigeants congolais. Le livre de Max Michel est un ouvrage constructif émanant de l'un des meilleurs observateurs du Congo. C'est un essai, le terme exact. Cette étude nous change des habituels pamphlets et réquisitoires écrits par des « politiciens » congolais en mal de maroquin (poste ministériel). L'un de ses points forts est de permettre à de nombreux Congolais de découvrir ou de revisiter l'histoire du Congo depuis l'origine, à partir de la Conférence

internationale de géographie de Bruxelles organisée par le Roi Léopold II, en 1876. Pour aborder avec brio une telle variété de sujets, il ne fait aucun doute que Max MICHEL a profité de sa formation pluridisciplinaire, de ses nombreux voyages à l'étranger et de sa parfaite connaissance du Congo ex-zaïre ex-belge ex-léopoldien. Et pour cause !

Mais en demandant aux Congolais d'abandonner les idées reçues et les fausses solutions, Max MICHEL est aussi parfaitement conscient que ses idées nouvelles et novatrices ne peuvent pas plaire à tous les Congolais notamment à tous ceux qui ne font pas partie de l'élite congolaise, sa cible. Ce qui sera le plus controversé, ce sont les cinq idées suivantes : l'éligibilité réservée aux meilleures filles et aux meilleurs fils du Congo, la durée exceptionnelle des mandats politiques, les présidences tournantes, le statut futur du président en exercice du Congo ainsi que la modification du rôle et de l'influence des partis politiques au Congo. Comme son projet de refonder l'Etat au Congo ex-zaïre se veut une œuvre commune donc perfectible, Max MICHEL invite ses éventuels contradicteurs de lui répondre par écrit (presse, Internet, mémoires, thèses) ou verbalement (interviews) et d'accepter que leurs idées fassent l'objet d'un nouveau livre de contre-propositions pour enrichir le débat ainsi lancé.

Ce livre n'est que le premier d'une série réservée à la refondation de l'Etat au Congo ex-Zaïre qui nous réservera sans aucun doute des positions encore plus osées, toujours novatrices et adaptées au contexte et aux besoins du Congo et des Congolais.

Peter John KIOWA  
*Cité des Saints*, le 05 février 2015



## INTRODUCTION

Le Congo ex-Zaïre ex-Belge ex-Léopoldien est l'un des pays au monde les mieux pourvus en ressources naturelles qui peuvent constituer la base de son essor économique et social. Pourtant, le Congo ex-Zaïre ex-Belge ex-Léopoldien est selon l'indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) au dernier rang des 187 pays du monde soumis à l'évaluation en 2013 et à l'avant dernier rang en 2014 (Le Monde/AFP, 2013, PNUD, 2014). Comment expliquer ce paradoxe ? Comment expliquer cette incapacité des Congolais à tirer le meilleur profit des bienfaits que la Divine Providence ou le Grand Architecte de l'univers les a comblés ?

Tous les observateurs avertis du Congo ex-Zaïre ex-Belge ex-Léopoldien mais aussi de l'Afrique noire s'accordent sur le fait que ce pays est en quête d'Etat. En effet, l'Etat au Congo est en faillite. Le diagnostic est simple : l'Administration, la Justice, l'Armée, la Police, les Ecoles, les Facultés et les Hôpitaux sont en banqueroute. Une grande partie du pays est inaccessible et plus ou moins coupée de Kinshasa, la capitale. Le personnel politique ne manifeste aucune volonté arrêtée, tournée vers le développement du pays et la prospérité des Congolais. Le dispositif institutionnel (Constitution de 2006) est obsolète. Bref, l'Etat fantôme explique les conflits de tous genres et la très grave crise économique qui condamnent les Congolais aux violences de masse, à l'insécurité et à la misère noire. Au point que le Congo ex-Zaïre ex-Belge ex-Léopoldien ressemble aujourd'hui à un paquebot sans gouvernail dans une mer démontée ou à un avion sans pilote dans une zone de turbulences (Bruneau et Simon, 1991 ; Vircoulon, 1996 ; Pourtier, 1997, 2003 et 2008 ; Van Acker et Vlassenroot, 2001 ; Trefon, 2004 ; RDC, 2004 ; Cros et Misser, 2006 ; Melmoth, 2007 ; Bouquet, 2009 ; Bruneau, 2009 ; PNUD, 2014).

Nous partageons ce diagnostic. Ainsi, cet ouvrage est une contribution au débat sur la refondation de l'Etat dans ce pays. Son ambition est de redonner au Congo l'Etat qui lui fait cruellement défaut mais aussi de redonner aux hommes politiques congolais le désir d'accomplir cette grande tâche.

Plusieurs dimensions sont successivement abordées dans huit chapitres distincts :

- Le premier chapitre est un Jugement sur la « Seconde République. » Mobutu est cité à comparaître devant le Tribunal serein et impartial de l'Histoire. Verdict : Mobutu est indéfendable parce qu'il est coupable de l'assassinat de l'Etat. Mais la création d'une Nation bantoue au Congo donnerait droit à des circonstances atténuantes voire à sa réhabilitation.
- Le second chapitre aborde la question de la structure de l'Etat. Sur le plan administratif, nous proposons une organisation qui favorise la gestion de proximité et la participation en limitant au maximum la distance entre le

pouvoir et les citoyens. Sur le plan politique, nous proposons un système original de choix des élus qui place l'homme ou la femme qu'il faut à la place qu'il faut, qui évite les pièges ethniques, linguistiques et partisans mais qui favorise la représentation de toutes les composantes de la population dans les organes du pouvoir. Les conditions d'éligibilité draconiennes et la durée des mandats politiques exceptionnelles que nous préconisons, bien que recherchant avant tout l'efficacité de la gestion publique en faveur du développement du Congo, seront indubitablement l'objet de beaucoup de débats voire des controverses. Tant mieux. Nous espérons que de ce choc des idées va jaillir l'étincelle qui doit faire démarrer le moteur de la refondation de l'Etat et, partant, du développement du Congo et de la prospérité des Congolais.

- Le troisième chapitre s'intéresse à la maîtrise du territoire (de la nature, de l'immensité et de l'enclavement). Nous avons identifié tous les obstacles à la circulation des hommes et des marchandises. Nous avons déterminé les grandes options, fait des choix stratégiques et politiques, choisi les investissements qu'il convient de réaliser en priorité pour surmonter ces obstacles afin d'assurer les facilités de circulation des hommes et des marchandises mais aussi de permettre un contrôle efficace du territoire et l'administration de la population qui s'y trouve.

- Le quatrième chapitre porte sur la défense nationale. Nous analysons les possibilités d'établir un partenariat stratégique avec une grande puissance. En effet, une Nation richissime en matières premières et furieusement convoitée comme le Congo ne peut plus être isolée dans l'organisation de sa défense. Car elle est fragile comme viennent de le montrer les guerres de conquêtes territoriales imposées par ses voisins de l'Est réunis et soutenus par certaines grandes puissances et leurs multinationales du pétrole et des minerais (Braeckman, 1999 et 2003 ; Péan, 2010). Le Congo doit coopérer avec une grande puissance pour constituer une force dissuasive afin d'éviter d'être de nouveau la victime de ses voisins associés à certaines multinationales et grandes puissances dans une guerre ouverte ou secrète.

- Le cinquième chapitre concerne la diaspora congolaise qui est une véritable chance, un grand atout pour le développement du Congo. C'est un plaidoyer pour l'instauration de la double nationalité pour les Congolais de la diaspora.

- Le sixième chapitre est un autre plaidoyer pour l'adoption de l'anglais comme langue officielle et de travail. Pour autant, le Congo doit-il abandonner le français ?

- Le septième chapitre repose la question du drapeau national qui doit symboliser avec force le renouveau de l'Etat et la naissance d'une Nation-Etat. Les Congolais sont conviés à choisir parmi quatre propositions.

- Le huitième et dernier chapitre est encore un plaidoyer pour la création, de toutes pièces, d'un district administratif national à Kinshasa-Nsele (DANN)

regroupant toutes les institutions nationales du Congo, toutes les ambassades et légations, dans un espace dédié et sécurisé.

Dans la conclusion, nous proposons un statut spécial au président en exercice du Congo, pour lui permettre de faciliter et de participer personnellement à cette transition politique pacifique.

Notre but ici n'est pas d'épuiser chaque sujet mais de donner quelques pistes de remède au mal qui menace l'avenir du Congo, l'absence d'Etat ou plutôt la présence d'un Etat fantôme. Par ailleurs, la question de l'Etat est envisagée ici du point de vue des structures et des infrastructures. Nous préparons d'autres ouvrages qui mettent l'accent sur la bonne gouvernance, sur les Agents de l'Etat ainsi que sur la stratégie de développement la mieux adaptée au Congo ex-Zaïre ex-Belge ex-Léopoldien.

Certains termes que nous employons dans cet ouvrage peuvent dérouter. Une clarification s'impose. Nous disons Congo ex-Zaïre ex-Belge ex-Léopoldien et non pas République Démocratique du Congo (RDC) qui est le nom usuel. Ce n'est pas par esprit polémique.<sup>2</sup> Mais par définition voire même par l'observation de la pratique du pouvoir, le Congo n'est ni une république ni une démocratie depuis le 24 novembre 1965.

---

<sup>2</sup> Qui peut croire que le Congo est une république ? Celui qui ignore la définition d'une république ou celui qui se réfère à la république de Venise à l'époque des Doges. Trois éléments caractérisent une république : i) Le chef de l'Etat est appelé président ; ii) La fonction de chef de l'Etat n'est pas héréditaire ni à vie ; 3) La loi s'applique à tous sans exception (Larousse). Les pays africains ont inventé un nouveau type de régime politique qui se situe loin de la république et près de la monarchie absolue, un mélange de fausse république et de vraie monarchie absolue que nous désignerons par le néologisme « REMONA » : une association et une condensation de REPublique et de MONarchie Absolue. Qui peut croire que le Congo est une démocratie ? Définissons la démocratie par son contraire, la dictature. Dans une dictature, un individu ou une entente exerce le pouvoir absolu. Le pouvoir est absolu quand il n'admet pas de contre-pouvoir, quand le pouvoir n'est contrôlé par aucun autre. Dans une dictature, on trouve un Parlement, un Gouvernement, un Pouvoir judiciaire. Mais toutes ces institutions sont aux ordres du dictateur et ne sont pas indépendantes. Le vote du peuple n'est pas respecté. Les libertés et les droits humains ne sont pas respectés. Les pays de l'Afrique ont inventé un nouveau système politique qui se situe loin de la démocratie et très proche de la dictature au point de coïncider avec cette dernière. Ce mélange de fausse démocratie et de vraie dictature est appelé DEMOCRATURE : une association et une condensation de DEMOCRATie et de dictaTURE. Trois pays bénéficient aujourd'hui du label « République Démocratique » en Afrique : l'Afrique du Sud, le Ghana et le Sénégal. Le nom de RDC choisi par les pères de l'indépendance était un projet que les Congolais ont échoué à mettre en œuvre. Dès lors, pourquoi ne pas revenir à son premier nom de baptême dans le concert des Nations : Etat Indépendant du Congo (EIC) ?

Ce, pour tous les africanistes avertis. Dès lors, comment pouvons-nous en toute honnêteté intellectuelle entretenir ce grossier mensonge et faire l'autruche ?

Nous disons également « refonder l'Etat » qui correspond ici à notre propos et non pas « reconstruire l'Etat. » En effet, refonder signifie « *reconstruire sur des bases, des valeurs nouvelles notamment dans le domaine politique* » (Larousse).

Nous avons probablement commis des erreurs et des omissions dans l'exposé et surtout dans l'interprétation des faits. D'avance, nous remercions ceux qui voudront bien nous les signaler.

Nous exprimons également notre gratitude à tous ceux qui par leurs critiques « pertinentes » voire « impertinentes » ou leurs observations écrites (presse, mémoires, thèses) ou verbales (interviews et débats radiotélévisés), visant à améliorer ce projet de refondation de l'Etat, marqueront ainsi leur volonté de contribuer à cette œuvre qui se veut commune. Il n'est pas exclu que toutes ces critiques et observations soient réunies dans un ouvrage dédié afin de poursuivre le débat ainsi lancé.

Max MICHEL  
*Sapin*, le 31 janvier 2015

# 1

## UNE NATION EN QUETE D'ETAT

Le Congo belge accède à l'indépendance dans des pires de conditions. Jusqu'à la veille de l'indépendance, le 30 juin 1960, le statut des Autochtones que les colonisateurs appellent dédaigneusement « *Indigènes* » est flou. Les Noirs du Congo ne sont ni des Congolais ni des Belges mais seulement des Indigènes. Baptisés Congolais le jour de l'accession à l'indépendance, ces Autochtones n'ont aucune conscience nationale. Dans leurs discours prononcés au moment de la proclamation de l'indépendance, le président Joseph Kasa-Vubu<sup>3</sup> et le Premier Ministre Patrice Emery Lumumba<sup>4</sup> s'en inquiètent (Ganshof Van Der Meersch, 1960). Les conséquences sont terribles : de 1960 à 1965, on assiste à des guerres de sécession, à des rébellions et à des guerres civiles qui entraînent des pertes matérielles et humaines particulièrement lourdes (500.000 morts) (Remilleux, 1989, pp. 59 et 84).

Le 24 novembre 1965, Mobutu prend le pouvoir et construit une Nation. Avec Mobutu aux responsabilités, le Congo va connaître sa plus longue période de paix depuis son accession à l'indépendance : 25 ans (1965-1990). Cette grande réalisation de Mobutu, pourtant déterminante pour le Congo, est méconnue à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. A l'exception des Belges Jean-François Bastin, Daniel Cattier, Isabelle Christiaens, Robert Neys et Samuel Tilman qui le soulignent avec force dans le troisième et dernier volet (*Le géant inachevé* : 1960-2010) de leur documentaire intitulé *Kongo*, réalisé en 2010. Tout ce qui rend Mobutu indéfendable et noircit son image notamment la banqueroute de l'Etat masque encore son unique succès, la construction d'une Nation bantoue au Congo. Une faillite de l'Etat qui fait suite à la destruction du tissu économique formel, entraînant la pire crise que le Congo ait connue (paupérisation généralisée de la population, violences de masse et affaiblissement du Congo dans sa politique extérieure) (Cros et Missier, 2006, pp. 39-40).

Ce qui amène la question suivante qui sera le fil directeur de ce premier chapitre : comment expliquer le paradoxe Mobutu, à la fois l'artisan de la Nation congolaise et l'assassin de l'Etat congolais ?

---

<sup>3</sup> [...] Mais, l'état d'inachèvement de la conscience nationale parmi les populations [...]

<sup>4</sup> [...] Je vous demande à tous d'oublier les querelles tribales qui nous épuisent et risquent de nous faire mépriser à l'étranger [...]

## MOBUTU, L'ARTISAN DE LA NATION CONGOLAISE

### **Mobutu le bâtisseur**

Si la Nation congolaise existe, c'est à Joseph-Désiré Mobutu que les Congolais le doivent. Comment Mobutu fait-il pour créer une Nation bantoue sur les cendres de la colonisation (1960) mais aussi sur les ruines des sécessions (1960-1963) et sur les décombres des rébellions (1964-1965) ?

En 1965, Mobutu dispose de trois bons atouts :

- Premier atout : Mobutu a une parfaite connaissance du Congo et de ses habitants (forces et faiblesses), du personnel politique congolais (forces et faiblesses), du pouvoir d'instrumentalisation, de nuisance et de manipulation des grandes compagnies minières opérant au Congo (les sécessions du Katanga et du Sud-Kasaï), du pouvoir d'instrumentalisation, de nuisance et de manipulation des grandes puissances (les sécessions de 1960/1963, l'assassinat politique en septembre 1960 suivi de l'assassinat physique en janvier 1961 de Patrice Emery Lumumba, les rébellions de 1964/1965).

- Deuxième atout : Mobutu a une parfaite connaissance des réalités sociales du pays. Le Congo est peuplé par une multitude d'ethnies et de tribus, étrangères les unes par rapport aux autres voire même rivales. Le Congo existe depuis 80 ans mais le peuple congolais, les Congolais et les Congolaises n'existent pas. Mobutu a une connaissance approfondie des réalités culturelles du pays. Le souci de la communauté ne va pas au-delà de la fraternité et de la solidarité au sein de la tribu ou de l'ethnie. Autrement dit, pour les Autochtones, au-delà de la tribu ou de l'ethnie, c'est l'étranger.

- Troisième et dernier atout : Mobutu a une parfaite connaissance des réalités politiques du pays. La tactique de ceux qui sont en quête du pouvoir est bien connue : créer d'abord un parti politique dont la base sociale est ethnique ou tribale. A partir de là, la compétition politique consiste à attiser ou à exploiter les rivalités interethniques qui entraînent des violences de masse avec leur corollaire, des fleuves de larmes et de sang (Remilleux, 1989, pp. 65-70). En effet, durant les cinq premières années de l'indépendance du Congo, à la tête de l'armée nationale congolaise (ANC), Mobutu est le pompier des gouvernements successifs. Il est chargé de pacifier le pays en luttant ici contre les querelles tribales, là contre les rivalités interethniques, plus loin contre les sécessions et plus loin encore contre les rébellions. Mobutu sillonne le pays plusieurs fois par an. Il observe la boucherie humaine, l'anarchie et le chaos de tous ordres qui ravagent le Congo. Mobutu n'est pas seulement un observateur attentif. Il réfléchit sur l'origine de cette anarchie, de ce chaos et de ces violences de masse qui accablent le

Congo. Mobutu comprend vite l'origine des malheurs du Congo. Il s'agit en grande partie de l'inexistence d'une conscience nationale, de l'inexistence d'un sentiment national, de l'inexistence d'un peuple congolais, de l'inexistence d'une nation congolaise. Mobutu écoute également les aspirations de la population. Lassés par cinq années de violences de tous genres, tous les habitants du Congo aspirent à la paix, au calme et à la tranquillité (Remilleux, 1989, pp. 65-70).

Or, 1965 est une année électorale majeure. Alors que les rébellions viennent à peine d'être matées, les basses manœuvres autour de l'élaboration d'une nouvelle Constitution mais également autour des élections provinciales, législatives et présidentielles qui se profilent constituent des nouveaux périls pour la paix.<sup>5</sup> Face à cette situation explosive, « *le Haut-Commandement de l'ANC réuni autour de Mobutu, considérant que les militaires ont une meilleure connaissance du pays, de ses problèmes sociaux et économiques, de sa situation dramatique que les politiciens qui ne voient que Léopoldville/Kinshasa et leur région d'origine, décide de prendre le pouvoir* » (Monheim, 1985, pp. 16-17 ; Remilleux, 1989, pp. 65-70). A notre avis, Mobutu ne dit pas toute la vérité. Dans cette prise de pouvoir, ses ambitions personnelles jouent également un rôle décisif.

Mais prendre le pouvoir pourquoi faire ? Mobutu se fixe un objectif : *bâtir une Nation, afin de sceller définitivement l'unité des Autochtones du Congo et garantir une paix durable*. Mobutu est conscient que la situation de départ de cette construction sociale est très fragile. Les nombreuses tribus et ethnies qui peuplent le Congo sont étrangères les unes par rapport aux autres, voire même rivales. Le souci de la communauté ne dépasse pas la fraternité et la solidarité ethniques ou tribales. On se considère comme frère et sœur au sein de l'ethnie ou de la tribu. En dehors de l'ethnie ou de la tribu, point de salut : c'est l'étranger. Ainsi, tous les Autochtones se définissent par un diptyque : leur ethnie et leur tribu. Par exemple, on est *Luba et Bena-Kalambayi, Kongo et Ntandu, Lugwaret et Kakwa*.

Comment Mobutu va-t-il s'y prendre ? Pour bâtir la Nation congolaise, le travail de Mobutu va consister à déplacer la frontière de la fraternité qui se limite chez les Autochtones à l'Ethnie pour la faire coïncider avec la frontière du Congo. Le travail de Mobutu va consister à intégrer dans la conscience des Autochtones que désormais, est considéré comme étranger, tout ce qu'il y a au-delà du territoire du Congo. Le travail de Mobutu ne sera

---

<sup>5</sup> En effet, en octobre 1965, Joseph Kasa-Vubu (président) révoque Moïse Tshombe (premier ministre) et nomme Evariste Kimba à sa place. Le Sénat et la Chambre acquis à Moïse Tshombe opposent un refus. Kasa-Vubu s'obstine. Mobutu s'attend au « remake » de septembre 1960 quand Kasa-Vubu et Lumumba se destituaient mutuellement, chacun demandant à Mobutu d'arrêter l'autre. En effet, affirme Mobutu « *si Tshombe jouit d'une réelle popularité, Kasa-Vubu bénéficie du respect d'une large part de l'opinion* » (Remilleux, 1989, pp.65-70).

considéré comme une réussite que si chaque Autochtone du Congo intègre une identité se déclinant par le triptyque : nationalité, ethnie et tribu. Ainsi, pour reprendre l'exemple précédent, les Autochtones s'identifieront comme étant des *Congolais, Luba et Bena-Kalambayi* ou des *Congolais, Kongo et Ntandu* ou encore des *Congolais, Lugwaret et Kakwa*. Mobutu ne peut donc crier victoire que si tous les Autochtones du Congo s'identifient comme des Congolais et des Congolaises, c'est-à-dire, développent un sentiment national (appartenance à un même peuple, à un même territoire ou pays, à une même culture particulière). Habile, Mobutu ne propose pas l'abandon de l'existant notamment la tribu et l'ethnie. Mobutu dit oui à la tribu et encore oui à l'ethnie. Mais Mobutu dit non au tribalisme et encore non à l'ethnisme. Mobutu va développer chez tous les Autochtones la conscience d'appartenir à une communauté plus vaste que la tribu ou l'ethnie qui se confond avec le territoire du Congo. Mobutu va faire naître ce sentiment national qui doit permettre à tous les Autochtones de donner la prééminence à la nouvelle frontière de la fraternité et de la solidarité qu'est la frontière du Congo. Mobutu va utiliser tous les moyens de l'époque pour construire une identité nationale et développer le sentiment national. Mobutu va utiliser le sentiment national comme un ciment pour unifier les nombreuses ethnies et tribus du Congo afin de créer une Nation une et indivisible. Mobutu va ancrer, attacher, enraciner cette Nation dans un territoire préexistant (œuvre de Léopold II), le Congo, pour créer ainsi une Nation congolaise. Mobutu va convaincre tous les Autochtones que la nationalité congolaise est le présage de paix et de sécurité pour tous (Remilleux, 1989, p. 71, 101-116).

Deux principaux moyens sont employés pour créer cette Nation congolaise :

- Premier moyen : Mobutu se dote d'une idéologie. Pour développer le sentiment national, Mobutu cherche le dénominateur commun, c'est-à-dire, les éléments communs à la fois objectifs et subjectifs qui unissent les différentes ethnies et tribus du Congo mais qui les distinguent aussi des autres groupes nationaux tels que les Angolais, les Burundais, les Centrafricains, les Congolais de Brazzaville, les Ougandais, les Rwandais, les Soudanais, les Tanzaniens et les Zambiens. Mobutu trouve ce socle commun susceptible de créer des fortes affinités. C'est la culture bantoue. En effet, presque tous les Autochtones du Congo sont des Bantous. De ce fait, il existe des affinités résultant d'une communauté *des manières de penser, de sentir, de se comporter, de produire et de vivre mais aussi de langues (dialectes bantous) et de vie religieuse (croyance en l'existence d'un être suprême)*. Il faut y ajouter des affinités tenant aux souvenirs communs (traite des Noirs, colonisation belge) ainsi qu'au partage de la religion chrétienne et du français (la langue officielle) deux héritages de la colonisation belge. Précisons qu'à la frontière Nord et Nord-Est du Congo, après un brassage multiséculaire, les cultures soudanaise et nilotique se sont

harmonisées avec la culture bantoue (Cornevin, 1966). Mobutu décide d'utiliser cette culture commune pour unifier les différentes ethnies et tribus du Congo afin de créer une Nation. Mais, il y a un souci de taille. Il y a des traditions bantoues qui ne sont plus adaptées avec la modernité. On peut citer trois exemples : la polygamie, le lévirat et le sororat. Pragmatique, Mobutu décide de ne recourir qu'aux valeurs bantoues compatibles avec la modernité. Mobutu lance ainsi sa politique de recours à l'authenticité, une politique d'indépendance culturelle ou de valorisation de la culture bantoue (Remilleux, 1989, pp. 84-85). Mobutu doit faire face à un deuxième problème : celui de la communication entre tous les Autochtones du Congo. Le pouvoir colonial a imposé le français. Mais tous les Autochtones ne parlent pas la langue de Molière qui demeure la langue des lettrés et cultivés. Mobutu choisit de populariser *le Lingala*, l'une des quatre langues nationales. Le lingala présente deux avantages. D'une part, c'est la langue de l'armée. D'autre part, le Lingala est aussi largement parlé ou compris sur les trois quarts du territoire (Kinshasa, Bas-Congo, Bandundu, Equateur, Province orientale, Kasai occidental). Mobutu doit régler un dernier problème : restaurer l'estime de soi, c'est-à-dire, le sentiment de fierté d'être Noir et l'estime de la culture authentique. En effet, durant les soixante-quinze ans de colonisation belge, le pouvoir colonial et le pouvoir religieux vont prêcher l'inégalité de culture en dénigrant systématiquement la culture bantoue pour valoriser la civilisation occidentale. Les Autochtones sont contraints de singer les occidentaux pour accéder à la « civilisation. » Ceux qui réussissent ce parcours de combattant sont qualifiés « d'Evolués » (Mutamba, 1978 ; Kadima-Tshimanga et Tolo, 1984). Afin d'éliminer « toutes ces aliénations mentales, pour réparer cette atteinte à la dignité des Autochtones », Mobutu décide d'utiliser le nationalisme. Mobutu élabore ainsi le nationalisme (zaïrois) authentique qu'on appelle aussi *politique d'authenticité nationale* ou *révolution nationale authentique* ou encore *nationale-authenticité*. Avec cette idéologie, Mobutu va forger une identité et une unité nationales. Par ailleurs, le terme *nationalisme* a deux sens : un sens négatif et un sens positif. Dans l'acception de Mobutu, il correspond au sens positif. Le nationalisme « affirme la prééminence de l'intérêt de la Nation par rapport aux intérêts des groupes, des classes, des individus qui la constituent. »<sup>6</sup> Les Nationaux-authentiques selon Mobutu sont des « Patriotes ». Les Patriotes congolais sont des gens ouverts. Ils aiment leur pays, leurs compatriotes mais ils aiment aussi les autres (les étrangers). Ils ne sont ni ces nationalistes impérialistes ni ces nationalistes qui se méfient des étrangers et des autres pays, ceux qui pratiquent un repli sur soi (Remilleux, 1989, pp. 83-100).

---

<sup>6</sup> Larousse

- Deuxième moyen : Mobutu se dote d'un parti national. En effet, si avoir une idéologie, c'est bien, ça ne suffit pas. C'est comme détenir une flèche. Il faut encore un arc pour lancer la flèche. Mobutu va ainsi se doter d'un arc, c'est-à-dire, de l'instrument de réalisation de son grand dessein (créer une Nation). Cet instrument, ce sera un parti national. Ce parti national doit incarner la nation congolaise. Il doit être l'instance suprême du pays capable d'organiser les espoirs de chacun et le salut de tous : « *Un parti au-dessus des tribus, un creuset du nationalisme, un instrument d'intégration nationale* ». Ce parti national va s'appeler le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR) : « *Populaire pour la prise en compte des intérêts de toute la population et révolutionnaire pour sa rupture totale avec la conception de la politique et avec la vie politique du passé.* » L'idée du MPR est lancée le 5 mai 1967 sur le bateau ITB « Lieutenant-colonel Kokolo » en rade de Coquilhatville/Mbandaka. Mais le MPR voit officiellement le jour, le 20 mai 1967 à Léopoldville-Kinshasa/Nsele. Mobutu récuse les critiques de parti unique ou de monopartisme (Remilleux, 1989, pp. 85 et 96). Mobutu édite et diffuse pour l'occasion le Manifeste de la Nsele, un petit livre vert qui résume l'idéologie de ce parti national. Six années plus tard, le 15 août 1974, une révision constitutionnelle fait du MPR un Parti-Etat. Ainsi défini par Mobutu : « *le Parti-Etat est l'expression de la Nation politiquement organisée tandis que les structures de l'Etat ne sont que l'instrument d'exécution des décisions et des objectifs du parti* » (Remilleux, 1989, p. 97). La fusion du Parti et de l'Etat fait des Agents de l'Etat des militants-fonctionnaires.

Mobutu dispose maintenant d'une doctrine et d'un instrument qui vont lui permettre de développer ce sentiment national indispensable pour créer une Nation. Pour cela, Mobutu va agir sur cinq leviers :

- Le premier levier est pédagogique. En effet, disposer d'une idéologie et d'un Parti-Etat ne suffit pas. Il faut encore assurer la diffusion de ses idées. Pour permettre à chaque Autochtone de faire sien l'idéologie de l'authenticité, Mobutu distribue à tous les Autochtones le Manifeste de la Nsele. Et considérant les Autochtones comme des enfants auxquels on doit éducation et explications, Mobutu prend son bâton de pèlerin et se transforme en pasteur et pédagogue. Il se lance dans des explications de ce texte pour s'assurer d'être bien compris de tous. Pour cela, Mobutu voyage beaucoup dans tout le pays. Des meetings sont organisés dans des stades pleins à craquer où ses discours-fleuves rivalisent avec ceux de Fidel Castro, le leader cubain. Le thème principal est toujours le même : l'unité nationale. Mobutu exalte l'esprit de fraternité nationale. Il s'attache à convaincre les Autochtones qu'ils sont tous, les enfants de la même famille bantoue et congolaise. Ces quatre questions posées inlassablement à toutes les foules rassemblées pour l'écouter aux quatre coins du pays et les réponses de ces foules sont très éloquentes : « *Tata bo ? Moko ; Maman bo ? Moko ; Ekolo*

*bo ? Moko ; Mokonzi bo ? Moko.* »<sup>7</sup> Mobutu utilise la radio, la télévision d'Etat et la presse écrite comme des instruments de propagande pour diffuser son idéologie. Mobutu utilise également l'appareil administratif du Parti-Etat comme instrument de propagande. Cette Administration publique est dirigée à chaque niveau par un citoyen à la fois militant et fonctionnaire qui doit allier la ferveur militante et la puissance administrative pour assurer une formation idéologique de la population (Remilleux, 1989, p. 71).

- Le deuxième levier consiste à restaurer l'estime de soi chez tous les Autochtones du Congo (Remilleux, 1989, pp. 84-86). Ainsi, le 27 octobre 1971, Mobutu lance l'opération « valorisation de la culture authentique. » Mobutu opère plusieurs changements :

1. Mobutu débaptise à tout va. Le pays, les provinces, les villes, les communes, les rues, le fleuve, les lacs, la monnaie, les institutions, les subdivisions du pays, les reliefs et les autorités politiques du pays sont débaptisés. Tous les noms donnés par le pouvoir colonial sont remplacés par des noms authentiques ou des néologismes (Annexe 1).

2. Mobutu fait déboulonner tous les monuments construits à la mémoire des pionniers de l'épopée coloniale belge et occidentale.

3. Mobutu ordonne l'abandon de tous les prénoms judéo-chrétiens qui sont remplacés par des post-noms authentiques. Premier exemple : Joseph-Désiré Mobutu devient Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga. Deuxième exemple : Etienne Tshisekedi devient Tshisekedi Wa Mulumba. Troisième exemple : Léon Lubicz devient Kengo Wa Dondo.

4. Mobutu revisite les tenues vestimentaires. Mobutu interdit aux nationaux-authentiques le port des cravates et des vestes occidentales. A la place, Mobutu institutionnalise le port de l'*Abacost*<sup>8</sup>. Mobutu interdit aux femmes nationales-authentiques de porter des pantalons et des perruques. Mobutu valorise les tresses et le port des pagnes.

5. Mobutu impose à tous les Autochtones de s'appeler dorénavant *citoyen* et *citoyenne* à la place de monsieur et madame. Cette substitution n'est pas anodine. Ce n'est pas non plus une singerie de la révolution française. En effet, être des citoyens ou des citoyennes, c'est appartenir à une même Nation, en l'occurrence la Nation congolaise (Remilleux, 1989, p. 71). Comme pour tous les Autochtones du Congo, au-delà de l'ethnie, c'est l'étranger, Mobutu veut signifier aux Autochtones du Congo qu'ils sont

---

<sup>7</sup> Combien de pères ? Un seul père. Combien de mères ? Une seule mère. Combien de peuples ? Un seul peuple. Combien de chefs ? Un seul chef.

<sup>8</sup> Une contraction d'A BAs le COSTume occidental. L'abacost est une veste occidentale non fourrée mieux adaptée à la chaleur torride du Congo. Le col est parfois du style dit Mao. L'abacost se distingue également de la veste occidentale par sa variété de choix de tissus. L'abacost se fait avec des tissus réservés aux vêtements des hommes autant qu'avec des tissus réservés aux vêtements des femmes.

désormais membres d'une même Nation, qu'ils sont des Congolais, qu'ils sont partout chez eux au Congo. Allant jusqu'au bout de sa démarche dans le développement de la conscience nationale et de l'esprit de la citoyenneté, la carte nationale d'identité devient la « carte de Citoyen. »

6. Mobutu crée des nouveaux symboles de la Nation pour bien marquer la rupture avec le passé colonial, la rupture avec la Première République mais aussi la fierté retrouvée d'un peuple colonisé. Ainsi, Mobutu met en place un nouvel hymne national (*la zaïroise*), une nouvelle devise (*paix, justice, travail*), un nouveau drapeau (celui du MPR devient celui du pays) et un nouvel emblème.

- Le troisième levier consiste à éliminer tous les facteurs de division de la population. D'une part, Mobutu instaure le monopartisme. Son parti unique qu'il qualifie de parti national rassemble toutes les filles et tous les fils du pays. Ce qui élimine les partis à base ethnique ou tribale. Agissant en père de la Nation, Mobutu organise l'intégration des anciens chefs de partis ethniques et tribaux dans le nouveau système politique (Remilleux, pp. 104-105). D'autre part, Mobutu nationalise l'enseignement supérieur et universitaire. Il crée l'université nationale du Zaïre (UNAZA) qui englobe les trois anciennes universités du pays et tous les instituts supérieurs techniques et pédagogiques. L'université officielle du Congo à Elisabethville/Lubumbashi devient le campus de Lubumbashi. L'université catholique Lovanium à Léopoldville/Kinshasa devient le campus de Kinshasa. L'université protestante à Stanleyville/Kisangani devient le campus de Kisangani. L'Etat est désormais le seul habilité à délivrer des diplômes sur l'ensemble du pays. Mobutu justifie la création d'une université nationale, par sa volonté de mettre un terme rapidement à la tentative de division de l'élite du pays. En effet, affirme-t-il un classement des universités du pays basé sur des critères subjectifs accorde une meilleure côte aux diplômes délivrés par l'université Lovanium de Léopoldville/Kinshasa (université catholique), une côte moyenne aux diplômes délivrés par l'université officielle du Congo (UOC) d'Elisabethville/Lubumbashi (université d'Etat) et une côte médiocre aux diplômes délivrés par l'université libre du Congo (ULC) de Stanleyville/Kisangani (université protestante). Officiellement, la guerre des intellectuels du pays qui cache une guerre de religion n'aura pas lieu au Zaïre/Congo déclare Mobutu. Qui évoque aussi comme autre justification ou prétexte le principe de laïcité. Mais la laïcité et la prévention d'une division de l'intelligentsia du pays ne sont pas les seules raisons de la création de l'UNAZA. En fait, les universités et les instituts supérieurs sont les dernières institutions qui échappent encore au contrôle de Mobutu. Il décide d'en prendre le contrôle à la suite de la vague de révoltes qui ébranle les almaters du monde à la fin des années 1960. Le Congo est touché en 1968. Les étudiants de l'université catholique Lovanium manifestent contre la visite à

Léopoldville/Kinshasa du Vice-Président américain, Hubert Horatio Humphrey, candidat malheureux à la présidence américaine contre Nixon. L'année suivante, la contestation des étudiants de Léopoldville/Kinshasa devient sociale, politique et tourne à l'épreuve de force avec le pouvoir de Mobutu. Cette violence connaît son point culminant le 4 juin 1969 où elle fait des victimes du côté des étudiants. Elle va déboucher sur l'enrôlement des étudiants de l'université catholique Lovanium dans l'armée (Lanotte, 2010). Toujours au nom du principe de laïcité, Mobutu organise la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mobutu met fin à un héritage de l'époque coloniale (quand l'Eglise catholique était Eglise d'Etat) qui veut que le nonce apostolique (ambassadeur du Vatican) soit systématiquement le doyen du corps diplomatique à Léopoldville/Kinshasa.

- Le quatrième levier consiste à favoriser le brassage de la population. En effet, quand le Congo devient indépendant, les Autochtones n'ont aucune conscience nationale. Parce que les différentes tribus et ethnies ne se connaissent pas ou mal. Il y a deux raisons à cette méconnaissance. D'une part, les Autochtones sont profondément attachés à la terre de leur clan dont ils se reconnaissent de véritables droits d'usufruit (Malengreau, 1952, p. 199). D'autre part, le pouvoir colonial régleme fortement la circulation des Autochtones. Ce manque de connaissance entre les différentes tribus et ethnies va favoriser le tribalisme et l'ethnisme. Ainsi, au moment de l'indépendance, le pouvoir colonial et les chefs de partis ethniques vont susciter et exploiter les rivalités intertribales et interethniques pour provoquer des violences de masse qui vont donner un mauvais départ au Congo indépendant (Muamba Mumbunda, 2011). Afin de favoriser une meilleure connaissance des différentes communautés tribales et ethniques du pays, Mobutu lance l'opération brassage de la population à grande échelle. Deux principales méthodes sont mises en œuvre. Première méthode, Mobutu choisit de favoriser la mobilité de trois catégories de population : la jeunesse estudiantine (future élite), les cadres politico-administratifs et les militaires. La mobilité des étudiants est obtenue grâce à la création de l'UNAZA composée de trois campus qui se répartissent les différentes facultés. Cette répartition oblige les étudiants désireux de suivre un cursus donné de s'inscrire dans le campus où il est organisé. Les billets d'avion sont généreusement offerts aux étudiants par le gouvernement. Chaque étudiant bénéficie d'une bourse d'études jusqu'au milieu des années 1980. La mobilité des cadres politico-administratifs est obtenue par la mise en place d'une politique « d'évitement ». Le principe retenu est d'affecter les cadres politico-administratifs en dehors de leur région d'origine. Le même principe est appliqué dans l'armée concernant les troupes campées et la gendarmerie. Deuxième et dernière méthode, Mobutu lance le travail d'intérêt général (TIG) ou *salongo* en lingala. En effet, trois semaines seulement après son arrivée au pouvoir, le 12 décembre 1965, Mobutu instaure le « *retroussons-*

*nos-manchisme* », devant une foule immense réunie au stade « Saint Raphaël » de Léopoldville/Kinshasa (Remilleux, 1989, p. 70). Mobutu demande aux Congolais de ne pas tout attendre de l'Etat, de se prendre en charge et de consacrer un jour par semaine notamment le samedi matin à un TIG au profit d'une collectivité publique. Ce sont essentiellement des travaux d'hygiène (nettoyage) et d'assainissement. L'utilité sociale des TIG est évidente. Le TIG doit permettre à chaque Congolais de prendre conscience de son statut de citoyen (appartenance à une Nation) et des devoirs qu'implique la citoyenneté. La participation aux chantiers d'intérêt général a surtout pour but de contribuer à instaurer un dialogue entre les différents membres de la cité (rue, quartier, village, campus) et de réfléchir sur la meilleure façon d'améliorer leur propre cadre de vie. Le TIG est une école de civisme, de solidarité, d'unité et de patriotisme. C'est un bon exemple pour les enfants. Ce bénévolat ou citoyenneté d'un autre genre (en dehors du vote) améliore l'image des bénévoles dans leur propre milieu.

- Le cinquième et dernier levier consiste à exalter la fierté d'être Congolais. Les succès diplomatiques, sportifs et culturels de Mobutu vont participer ainsi à l'élévation de l'édifice national. En effet, le prestige personnel de Mobutu rejaillit sur tous les Congolais :

1. Les Congolais sont fiers de voir tous les grands leaders du monde entier recevoir Mobutu en visite officielle ou accepter ses invitations (Tableau 1). Mobutu entretient des relations de bon voisinage. A ce titre, il voit souvent ses pairs du Congo (Marien Ngouabi, Sassou Nguesso), de Centrafrique (Bokassa), du Soudan (Nimeiry, El Béchir), d'Ouganda (Idi Amin Dada), du Rwanda (Juvénal Habyarimana), du Burundi (Jean-Baptiste Bagaza, Pierre Buyoya), de Tanzanie (Julius Nyerere), de Zambie (Kenneth Kaunda) et d'Angola (Agostino Neto, Eduardo Dos Santos) (Monheim, 1985). Mobutu accueille à Léopoldville/Kinshasa le 4<sup>ème</sup> sommet de l'OUA (organisation de l'unité africaine) en 1967 et le sommet des chefs d'Etat de France et d'Afrique (1982). Mobutu est cofondateur en 1976 de la CEPGL (communauté économique des pays de grands lacs regroupant le Burundi, le Congo et le Rwanda) (Radio Okapi, 2014). Par ailleurs, la politique d'authenticité séduit d'autres présidents africains. Au Tchad, le président François Tombalbaye débaptise la capitale : *Fort Lamy* devient *N'Djamena*. Au Togo, le président Etienne Eyadema abandonne son prénom judéo-chrétien et le remplace par *Gnassingbé*, un prénom authentiquement togolais.

Tableau n° 1  
**Quelques illustres hôtes de Mobutu**

<i>Papes</i>	<i>Empereurs et Rois</i>	<i>Présidents</i>	<i>Premiers Ministres</i>
Paul VI	Hirohito (Japon)	Charles de Gaulle (France)	Helmut Schmidt (RFA)
Jean-Paul II	Hailé Sélassié (Ethiopie)	Georges Pompidou (France)	Margaret Thatcher (Grande Bretagne)
	Elisabeth II (Grande-Bretagne)	Valéry Giscard d'Estaing (France)	Wilfried Martens (Belgique)
	Baudouin 1 <sup>er</sup> (Belgique)	François Mitterrand (France)	Chou En-Lai (Chine)
	Juan Carlos (Espagne)	Richard Nixon (USA)	Indira Gandhi (Inde)
	Hassan II (Maroc)	Ronald Reagan (USA)	Levy Eshkol (Israël)
		Bush (USA)	Mario Soares (Portugal)
		Mao Zedong (Chine)	
		Sandro Pertini (Italie)	

Source : Monheim, 1985.

2. Outre ses succès diplomatiques, Mobutu attire tous les projecteurs du monde entier sur le Congo-Zaïre en finançant l'organisation à Kinshasa du combat de boxe des poids lourds du XX<sup>ème</sup> siècle opposant les Africains-Américains Mohammed Ali (Cassius Clay) et Georges Forman, le 30 octobre 1974 (Mailer, 2002). Cet événement planétaire n'est pas seulement sportif. Il est également culturel. Mobutu y convie également les rois et les reines de la musique noire des Amériques (Salsa, Rhythm and Blues, Funk, Soul) notamment Johnny Pacheco, Celia Cruz, James Brown, B.B. King, etc.
3. Le football congolais, sous l'impulsion de Mobutu, vient encore exalter la ferveur patriotique. D'abord, l'équipe nationale du Congo/Zaïre (*les Léopards*) remporte deux fois la coupe d'Afrique des Nations (CAN) : en 1968 et en 1974. Ensuite, le Congo/Zaïre de Mobutu devient le premier pays d'Afrique noire à participer à une phase finale d'une coupe du monde de football organisée en 1974 en Allemagne. Enfin, le Tout Puissant Mazembe/Englebert, le célèbre club de Lubumbashi/Elisabethville, est double vainqueur de la coupe d'Afrique des clubs : en 1967 et 1968.
4. Pour couronner cet édifice national, les Congolais sont facilement reconnaissables à l'étranger avec leurs tenues et leurs noms authentiques contribuant ainsi au développement de ce sentiment national.

Au bout de 33 ans de règne de Mobutu, le bilan de la construction de la conscience nationale est époustouflant. Mobutu transforme la société congolaise. La plus éclatante victoire de Mobutu, c'est la naissance d'*une génération Mobutu*, une génération détribalisée, d'origine multiethnique et multi-provinciale. Une belle illustration du proverbe bantou qui dit que la « *chèvre broute là où elle est attachée.* » En effet, la politique de brassage de la population multiplie les mariages exogamiques. A tel point que dans la plupart des familles du Congo, la progéniture a une origine multiethnique et multi-provinciale et l'on parle ou l'on comprend désormais les quatre langues nationales : *le Kikongo, le Lingala, le Swahili et le Tshiluba.*

Deux exemples concrets illustrent *la génération Mobutu* :

- Le premier exemple est celui de la famille Nzeza. Les parents appartiennent à la même ethnie (*Kongo*), à la même tribu (*Ntandu*) et proviennent de la même province (*Bas-Congo*), du même District (*Lukaya*), du même Territoire (*Madimba*) et du même Secteur (*Ngeba/Kisantu*). Cette première génération va donner naissance à dix enfants, dix Kinois<sup>9</sup> qui forment la deuxième génération. La politique de brassage de la population de Mobutu va permettre à ces dix hommes et femmes de se marier en premières ou en deuxième nocés dans 10 provinces sur 11 du Congo-Zaïre : au Bandundu, au Bas-Zaïre/Bas-Congo, à l'Equateur, au Haut-Zaïre/Province orientale, au Kasai occidental, au Kasai oriental, au Katanga/Shaba, à Kinshasa, au Maniema et au Sud-Kivu. Résultat : la troisième génération des Nzeza ou *génération Mobutu* constitue un véritable Congo en miniature (carte 1).

- Le deuxième exemple, c'est le paradoxe *Jean Nguz A Karl-I-Bond*. Par son origine, Jean Nguz A Karl-I-Bond est *Lunda, Katangais et Congolais*. Par sa carrière, il est plusieurs fois ambassadeur, ministre et premier ministre de Mobutu. A l'introduction du multipartisme en avril 1991, pris dans une compétition politique acharnée avec le *Luba, Kasaien et Congolais* Etienne Tshisekedi Wa Mulumba, Jean Nguz A Karl-I-Bond devient le président-fondateur de l'UFERI<sup>10</sup>, un parti katangais « anti-Kasaiens » (Gouvernement de transition du Zaïre, 1993 ; Bakajika Banjikila, 1997 ; Pourtier, 1998). Mais dans le cadre privé, Nguz A Karl-I-Bond est mû par l'esprit citoyen (qui repose sur l'appartenance à la même Nation). Ainsi, Nguz A Karl-I-Bond est marié en premières nocés au Kasai. Ses enfants du premier lit sont donc des *Luba* par leur mère. Nguz A Karl-I-Bond est marié en secondes nocés dans la province du Bas-Congo. Ses enfants du second lit sont des *Kongo* par leur mère. Les enfants de Nguz A Karl-I-Bond, *la génération Mobutu*, appartiennent ainsi à trois provinces du Congo : le Katanga, le Kasai oriental et le Bas-Congo.

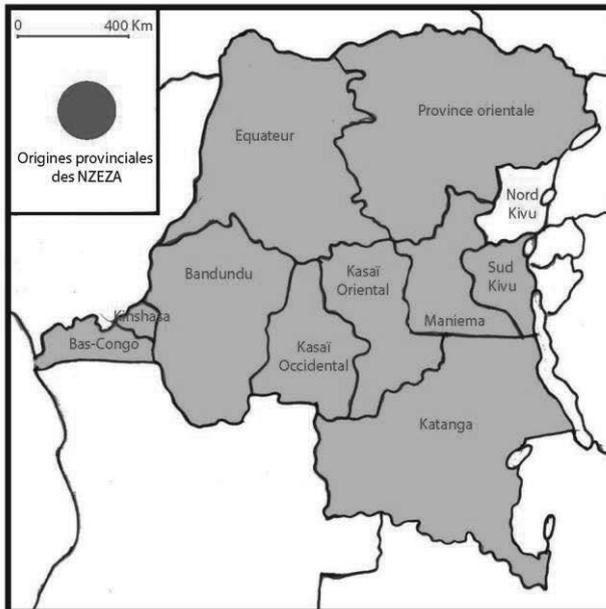
---

<sup>9</sup> De Kinshasa

<sup>10</sup> Union des fédéralistes et des républicains indépendants.

## Carte n° 1

Origines provinciales de la 3ème génération de la famille NZEZA ou génération MOBUTU



Mais les familles Nzeza et Nguz A Karl-I-Bond citées en exemples ici ne sont pas des cas isolés. La plupart des familles au Congo de Mobutu et post-Mobutu sont ainsi constituées.

Mobutu obtient d'autres victoires liées au brassage de la population. Deux exemples permettent de le montrer :

- La première victoire porte sur l'attitude des parents lors d'une demande en mariage. En effet, pour se marier au Congo de Mobutu ou post-Mobutu, les parents s'enquière surtout du statut social du soupirant. Alors que dans les années 1960, les mariages exogamiques devenus banals aujourd'hui étaient impensables ou l'exception ou encore fortement réprouvés quel que soit le statut social du soupirant. A Kinshasa, les *Kongo* avaient beaucoup de préjugés vis-à-vis des *Ngala* et des *Yaka*. Au Kasai, les *Luba* avaient beaucoup de préjugés vis-à-vis des *Bindji*. Au Kivu, il y avait beaucoup de préjugés vis-à-vis des *Banyarwanda* et des *Banyamulenge*. Au Katanga, il y avait beaucoup de préjugés vis-à-vis des *Kasaiens*. Les *Ngala* étaient considérés comme des cannibales, les *Banyarwanda* comme des « *Bena bongo* » (des fieffés menteurs) et les *Banyamulenge* comme des « *voleurs de vaches*. » Tandis que les *Bindji*, les *Yaka* et les *Kasaiens* étaient considérés comme des « *gens ayant beaucoup de manières mais très peu de bonnes* », en fait « *des personnes manquant de savoir-vivre*. »

- La deuxième victoire de Mobutu est une victoire posthume. Elle porte sur l'adhésion des Congolais à des partis politiques. En effet, les principaux partis politiques de la « Troisième République » sont à base nationale notamment l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi Wa Mulumba, le parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) de Joseph Kabila Kabange, l'Union des Forces pour le Changement (UFC) de Léon Kengo Wa Dondo. Alors qu'à la veille de l'indépendance du Congo, il n'y avait qu'un seul parti à base nationale, le Mouvement National Congolais de Patrice Emery Lumumba (MNC-L) lequel a gagné les premières élections provinciales et législatives en mai 1960 (Remilleux, 1989, pp. 89-90).

Ainsi, quand Mobutu est chassé du pouvoir en 1997, le territoire du Congo peut se targuer d'abriter une Nation ayant une quadruple homogénéité : un peuple bantou, une génération Mobutu, un peuple chrétien et un peuple francophone.

## **Une action politique qui porte l'empreinte de la situation congolaise de l'époque coloniale et postcoloniale**

Pour mieux comprendre l'action de Mobutu, il convient de la resituer dans le contexte de l'époque. On peut ainsi s'interroger sur les grands problèmes que Mobutu a rencontrés, les personnalités les plus marquantes